



DÉCEMBRE
2023



Asie centrale : une occasion historique à saisir

Vladislav INOZEMTSEV

Centre
Russie/Eurasie

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

Avec le soutien de la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées), dans le cadre de l’« Observatoire Russie, Europe orientale, Caucase et Asie centrale ».

ISBN : 979-10-373-0803-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Central Asia Invest/EU

Comment citer cette publication :

Vladislav Inozemtsev, « Asie centrale : une occasion historique à saisir », *Russie.Eurasie.Visions*, Ifri, n° 132, décembre 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Eurasie.Visions

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Visions* (anciennement *Russie.Nei.Visions*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

Auteur

Vladislav Inozemtsev est un économiste russe. Il dirige le Center for Post-Industrial Studies, qu'il a fondé en 1996. Entre 2002 et 2012, il a été rédacteur en chef de la revue *Svobodnaâ Mysl'* et rédacteur en chef de l'édition russe du *Monde diplomatique*. De 2011 à 2014, il a été professeur à l'Université d'État de Moscou (MGU) et au Haut collège d'économie (HCE). De 2014 à 2018, il a été chercheur agrégé invité à l'Institut für die Wissenschaften vom Menschen (Vienne), au Center for Strategic and International Studies, à la Johns Hopkins University (Washington) et au Polski Instytut Studiów Zaawansowanych (Varsovie).

Vladislav Inozemtsev est l'auteur de plus de 20 livres et de plus de 500 publications dans des revues universitaires, il est aussi chroniqueur pour les journaux *Neue Zürcher Zeitung*, *La Razón*, *NRC* (anciennement *NRC Handelsblad*) et *Gazeta Wyborcza*.

Résumé

Ce rapport examine la situation économique et géopolitique en Asie centrale. Il développe une analyse rétrospective des engagements économiques et politiques occidentaux depuis la dislocation de l'Union soviétique, interroge les aspirations actuelles de la Russie et de la Chine, et évalue les mesures prises par ces deux puissances pour affirmer leur influence sur les États d'Asie centrale. La présente note expose enfin des mesures concrètes pour renforcer la présence occidentale dans cette région stratégique. En effet, l'Asie centrale pourrait offrir un moyen de compléter ou de remplacer partiellement les ressources énergétiques russes et de fournir des matières premières dont l'Europe manque en raison des ruptures d'approvisionnement causées par la guerre du Kremlin en Ukraine.

Toutefois, la pénurie de matières premières n'est pas la seule incitation à tisser des liens avec l'Asie centrale. Les sanctions contre les entreprises russes, l'émergence en Eurasie de nouveaux corridors de transport et de liaisons susceptibles de compléter ou de concurrencer les projets menés par la Chine, les efforts des gouvernements locaux pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que les réformes économiques et sociales visant à augmenter le capital humain, représentent de véritables opportunités.

Aborder la question de l'Asie centrale est d'autant plus opportun que la région connaît une transformation géopolitique et géoéconomique au moment même où ses puissants voisins, la Russie et la Chine, se trouvent dans une position relativement faible. Alors que la Russie poursuit sa guerre contre l'Ukraine, la Chine voit son malaise économique aggravé par les échecs relatifs de la première mise en œuvre des Nouvelles routes de la soie. Le moment est donc venu de coopérer pleinement avec l'Asie centrale.

Sommaire

INTRODUCTION	5
À LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES	8
MOSCOU EN QUÊTE DU RÉTABLISSEMENT DE SON HÉGÉMONIE EURASIATIQUE	12
LA CHINE ENTRE EN SCÈNE.....	18
PLAIDOYER POUR UN ENGAGEMENT DE L'OCCIDENT EN ASIE CENTRALE	22
QUELQUES MESURES URGENTES	27

Introduction

Depuis leur indépendance, les États d'Asie centrale ont suivi une trajectoire complexe. Avant la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la plupart d'entre eux soutenaient la tentative de réforme du président Gorbatchev. Mais en décembre 1991, lors du sommet de Minsk, le président russe Boris Eltsine, le président ukrainien Leonid Kravtchouk et le dirigeant biélorusse Stanislav Chouchkievitch signèrent la dislocation de l'Union soviétique en l'absence du président kazakhstanaï Noursoultan Nazarbaïev et de ses homologues d'Asie centrale présents au sommet¹.

La liberté d'action de ces États émergents quant aux réformes internes demeurait alors limitée. Du point de vue historique et culturel, ils restaient liés à une Russie en déclin. Sur le plan géopolitique, ils cherchaient à mener une modernisation autoritaire, fondée sur une approche descendante et infrastructurelle, tout en entretenant des liens de plus en plus étroits avec la Chine. Sur le plan économique, ils sollicitaient les investissements, l'aide au développement et le soutien financier de l'Occident. À partir de 1992, privés de la protection d'une superpuissance après l'implosion de l'Union soviétique, les deux principaux États de la région, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ont misé sur une politique étrangère dite « multivectorielle ». Le Kazakhstan a incontestablement montré l'exemple, autant d'un point de vue conceptuel que pratique : le président Nazarbaïev a été le premier à préconiser une politique multivectorielle². Au début des années 2000, son pays attirait plus d'investissements directs étrangers (IDE) par habitant que les autres États post-soviétiques, à l'exception de l'Estonie³.

Le Kazakhstan doit cette réussite à un mélange de réformes économiques et d'initiatives diplomatiques. Avant même la déclaration officielle d'indépendance, Nazarbaïev avait statué sur la fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, pour ensuite ratifier le protocole de

Traduction et relecture de l'anglais vers le français effectuées par Cadenza Academic Translations.

1. « Poslednij den' SSSR » [Le dernier jour de l'URSS], Ogoniok, 8 décembre 1996, disponible sur : www.kommersant.ru.

2. N. Nazarbaïev, « Strategiâ stanovleniâ i razvitiâ Kazahstana kak neuvažimogo gosudarstva » [Stratégie pour la fondation et le développement du Kazakhstan en tant qu'État indépendant], Zakon.kz, 16 mai 1992, disponible sur : <https://online.zakon.kz>, et N. Nazarbaïev, « Address of the President Nursultan Nazarbaïev to the People of Kazakhstan », Akorda, 28 février 2007, disponible sur : www.akorda.kz/ru.

3. K. Kalotay, « FDI in the Former Soviet Periphery in Six Charts », *AIB Insights*, vol. 13, n° 4, 14 janvier 2014, p. 8-12, disponible sur : <https://papers.ssrn.com>.

Lisbonne ouvrant la voie au désarmement nucléaire⁴. Comme la plupart de ses voisins, le Kazakhstan a rejoint la Communauté des États indépendants (CEI), dirigée par la Russie, ainsi que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) pour la coopération, pilotée par la Chine. Le pays a également pris part à d'autres initiatives régionales. Seul État d'Asie centrale à avoir créé un groupe régional, il est à l'origine de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie. Fondé en 1992, ce forum, désormais influent, regroupe 28 membres et 9 États observateurs⁵.

Avec le retour de la rivalité entre grandes puissances sur la scène mondiale, la stratégie multivectorielle s'avère aujourd'hui difficile à mettre en œuvre dans une région enclavée entre la Chine, l'Afghanistan, l'Iran et la Russie. L'Union économique eurasiatique (UEE), dont la Russie est à l'origine, apparaît comme un outil de projection de la puissance économique de Moscou plutôt que comme une alliance entre pairs comme l'est l'Union européenne (UE). Les Nouvelles routes de la soie, quant à elles, sont perçues par certains comme une manœuvre irrémédiable de Pékin pour attirer Astana, la capitale du Kazakhstan, dans son orbite. Dans ce contexte, la coopération avec l'Occident semble l'option la plus fiable.

En 2008, l'économie du Kazakhstan s'est placée en tête des pays sans littoral. Plus de la moitié de ses exportations étaient alors destinées à l'UE⁶. Cette même année, 60 % du total des IDE reçus par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan provenaient de pays occidentaux, une donnée qui a dissipé les craintes d'une emprise chinoise sur la région. Bien que la guerre actuelle en Ukraine symbolise l'échec d'une politique étrangère multivectorielle menée par un pays « intermédiaire⁷ », il ne faut pas pour autant écarter cette stratégie dans le domaine diplomatique. Pour l'Asie centrale, au lendemain de la dislocation de l'Union soviétique, un partenariat économique soutenu et ciblé avec l'Occident était indispensable pour contrebalancer les liens avec la Russie et la Chine. Le Kremlin tolérait ces échanges économiques parce qu'il pouvait encore prétendre à une domination politique, tandis que l'Occident, pragmatique et conscient des difficultés à s'allier à l'Asie centrale, s'appuyait essentiellement sur sa compétence principale : la coopération économique.

4. « Otkaz âdernogo oružiâ—pervyj šag Kazahstana v bor'be za âdernuû bezopasnost' » [Le refus des armes nucléaires est le premier pas du Kazakhstan dans la lutte pour la sûreté nucléaire], Kazinform, 28 août 2021, disponible sur : www.inform.kz.

5. « Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia: Member States », CICA, 20 octobre 2023, disponible sur : www.s-cica.org.

6. T. Tokaev. « Sotrudničestvo Respubliki Kazahstan s Evropejskim Soûzom » [Coopération entre la République du Kazakhstan et l'UE], *Vestnik RUDN*, International Relations Series, 2010, n° 1, p. 66, 28 mars 2010, disponible sur : <https://cyberleninka.ru>.

7. S. Charap et T. Colton, *Everyone Loses: The Ukraine Crisis and the Ruinous Contest for Post-Soviet Eurasia*, New York, Routledge, 2017.

Aujourd'hui, l'enlisement de la Russie dans le bourbier qu'elle a elle-même créé en Ukraine et le ralentissement de la croissance économique chinoise changent la donne. Les effets des sanctions occidentales – et la défiance politique qu'elles ont suscitée – ont renforcé la méfiance de Moscou et de Pékin à l'égard des liens économiques entre l'Asie centrale et l'Occident. Mais ces circonstances offrent actuellement de nouvelles perspectives aux puissances occidentales, qui peuvent saisir l'occasion rare de développer un bastion stratégique majeur s'étendant du sud de la Russie à la frontière sensible du Xinjiang.

À la recherche d'alternatives

La première décennie d'indépendance des États d'Asie centrale a été désastreuse. L'effondrement de l'économie soviétique centralisée a provoqué un marasme économique : en 1995, le produit intérieur brut (PIB) régional avait chuté d'au moins 35 %⁸. Parallèlement, les difficultés liées à la construction nationale et identitaire ont entraîné une série de conflits internes, dont une guerre civile sanglante au Tadjikistan entre 1992 et 1994⁹. Fort heureusement, la détente internationale qui a suivi la chute de l'Union soviétique a porté en quelque sorte remède aux acteurs locaux. Grâce à la coopération entre la Russie et l'Occident, ainsi qu'à une certaine fascination pour la mondialisation sous toutes ses formes (économique, sociale et même politique), le rapprochement entre l'Asie centrale et l'Occident est apparu propice au redressement économique.

La coopération avec Moscou est restée centrale pour tous les États de la région jusqu'à la fin des années 1990, à l'exception du Turkménistan, qui a adopté une politique isolationniste. Les crédits techniques accordés par la Russie jouaient alors un rôle essentiel pour ces jeunes États. Au cours des sept premiers mois de l'année 1993, ils ont contribué à 23,9 % du produit national brut (PNB) au Kirghizstan, 40,9 % au Tadjikistan, 48,8 % au Kazakhstan et 52,8 % en Ouzbékistan¹⁰. Par conséquent, peu de temps après leur indépendance, tous les pays d'Asie centrale, à l'exception du Turkménistan, ont signé un Traité de sécurité collective avec la Russie¹¹. Depuis lors, la coopération militaire avec la Russie est restée forte. Les liens étaient si importants que lors d'un discours prononcé à Moscou en mars 1994, le président Nazarbaïev a encouragé l'intégration eurasiatique dans tous les domaines (économique, politique et social¹²). De son côté, la Russie n'a jamais cherché à limiter la circulation des personnes entre son territoire et ceux de l'Asie centrale : aucune obligation de visa n'a été imposée au cours des trente dernières années.

8. Calcul issu des données de la Banque mondiale, « GDP Growth (annual percent) », La Banque mondiale, 1^{er} octobre 2023, disponible sur : <https://data.worldbank.org>.

9. B. Sobiri, « The Long Echo of Tajikistan's Civil War », OpenDemocracy, 23 juin 2017, disponible sur : www.opendemocracy.net.

10. K. Syroezhkin, « The Policy of Russia in Central Asia: A Perspective from Kazakhstan », SIPRI, disponible sur : www.sipri.org.

11. « Rossiâ i organizaciâ dogovora kollektivnoj bezopasnosti » [La Russie et l'Organisation du traité de sécurité collective], Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 19 juillet 2005, disponible sur : www.mid.ru.

12. « Tekst reči N. A. Nazarbaeva 29 marta 1994 goda v Moskovskom gosudarstvennom universitete » [Discours de N. A. Nazarbaïev le 29 mars 1994 à l'Université d'État de Moscou], Qazaqstan Tarihi, 8 avril 2014, disponible sur : <https://e-history.kz>.

Cependant, les craintes de la dépendance et la quête de nouvelles sources de croissance ont incité les nations d'Asie centrale à diversifier leurs partenariats pour assurer leur développement. Durant l'époque soviétique, toutes les économies régionales étaient conçues comme des satellites hautement spécialisés des industries russe, ukrainienne et biélorusse. Elles n'avaient que peu – ou pas – de valeur indépendamment des chaînes d'approvisionnement gérées par l'Union soviétique. Après la chute de l'URSS, « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle¹³ » selon Vladimir Poutine, l'ensemble du système s'est rapidement révélé inopérant face au déclin précipité de la production industrielle russe.

Dans les années 1990, la dépendance croissante de la Russie à l'égard de ses exportations de matières premières a non seulement réduit la demande d'exportations des pays d'Asie centrale, mais également fait chuter les prix. En outre, les ressources naturelles centrasiatiques, exploitées à partir de la fin de l'ère soviétique, étaient considérées comme une source secondaire de matières premières dont la Russie disposait déjà à foison sur son propre territoire. Le fait que la Russie soit rapidement passée du statut d'acheteur fiable à celui de concurrent puissant a incité les États d'Asie centrale à se concentrer sur la recherche de nouveaux gisements et de partenaires pour l'exploration. Cette première orientation stratégique « non orientée vers la Russie » a stimulé l'activité économique eurasiatique et poussé les dirigeants de la région à prendre leur distance avec Moscou, alors que le marché énergétique russe se contractait fortement (entre 1990 et 1996, la production de gaz naturel a diminué de 7,9 % et la production de pétrole de 41,3 %¹⁴).

Depuis l'indépendance du Kazakhstan, l'administration Nazarbaïev a mené une stratégie économique équilibrée. Bien que souvent décriée pour son caractère autoritaire, la « verticale du pouvoir » était alors exercée conjointement à un régime économique libéral, axé sur une coopération sans restriction, ou presque, avec les investisseurs étrangers. Au cours des deux premières années qui ont suivi la chute de l'URSS, tandis que la Russie et beaucoup d'autres nations post-soviétiques tentaient de réformer leur législation datant de l'époque socialiste, le Kazakhstan adoptait des dizaines de lois constitutives d'un nouveau cadre institutionnel adapté à une économie de marché¹⁵. En Russie, les principales réformes politiques étaient motivées par la volonté d'empêcher les opposants du président Eltsine de s'emparer du pouvoir. En revanche, au Kazakhstan, la priorité

13. V. Poutine, « Poslanie Prezidenta Federal'nomu Sobraniû Rossijskoj Federacii » [Allocation du président Poutine à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie], Kremlin.ru, 25 avril 2005, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

14. « 2023 Statistical Review of World Energy », The Energy Institute, 28 juin 2023, disponible sur : www.energyinst.org.

15. H. Hoen et F. Imazarov, « Market Reform and Institutional Change in Kazakhstan and Uzbekistan » in J. Ahrens (dir.), *Institutional Reform in Central Asia: Politico-economic Challenges*, New York, Routledge, 2012, p. 21-42.

était d'établir un ordre juridique favorable aux investisseurs, en permettant le déploiement d'institutions indépendantes et l'instauration d'un État de droit. Dans les années 1990, les autres pays de la région n'ont pas réussi à moderniser leurs institutions. Certains sont devenus des « monarchies » héréditaires, comme le Turkménistan ou (très probablement) le Tadjikistan. D'autres, comme le Kirghizstan, ont connu une série de coups d'État et de révolutions. Fort de son nouveau système juridique, le Kazakhstan, contrairement à d'autres pays post-soviétiques beaucoup plus « démocratiques » comme l'Ukraine, a presque immédiatement autorisé les investisseurs étrangers à prendre le contrôle d'entreprises « stratégiques » dans les domaines du pétrole, du gaz naturel, de la prospection d'uranium et des infrastructures. Créée en 1993, Tengizchevroil est la première entreprise commune du secteur pétrolier de l'ère post-soviétique à conférer aux actionnaires occidentaux un contrôle majoritaire. Chevron et Exxon Mobil détiennent 75 % des parts, tandis que la compagnie nationale de gaz et de pétrole du Kazakhstan, Kazmunaygaz, en possède 20 %. Le gouvernement kazakh a accordé des droits exclusifs pour 40 ans à cette entreprise commune. À elle seule, Tengizchevroil a drainé plus de 70 milliards de dollars d'IDE et augmenté la production de pétrole de 930 000 tonnes en 1993 à 30 millions de tonnes en 2019¹⁶.

Ce succès a suscité un vif intérêt pour le pétrole et le gaz du Kazakhstan. En 1997, à Washington, au cours d'une cérémonie réunissant le président Nazarbaïev et le vice-président américain Al Gore, six grandes compagnies pétrolières (Agip, British Petroleum, Mobil, Shell, Statoil et Total) et KazakhstanCaspishelf ont signé le North Caspian Sea Production Sharing Agreement (accord de partage de la production dans le nord de la mer Caspienne¹⁷). À partir de 2000, ce consortium a œuvré au développement du champ pétrolifère de Kashaga, un gisement estimé à 6 milliards de tonnes de pétrole rendu opérationnel en 2008¹⁸. Au lendemain de la dissolution de l'URSS, la Russie exerçait une influence considérable sur les États d'Asie centrale en contrôlant les routes commerciales. Cette dépendance perdure : 80 % des exportations de pétrole d'Asie centrale traversent toujours la Russie, notamment les deux tiers du pétrole kazakhstanais. Toutefois, le Kremlin ne détient plus le monopole du transit. Les avancées infrastructurelles d'autres pays du bassin de la mer Caspienne ont ébranlé la géopolitique de la région. Ainsi, un accord pour la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan a été conclu en octobre 1998 à Ankara par les dirigeants de la Turquie, de l'Azerbaïdjan, de

16. « Tengizchevroil: The Company's History », Tenzischevroil, 28 janvier 2023, disponible sur : www.tengizchevroil.com.

17. « North Caspian Project Major Milestones », North Caspian Operation Company, 20 juillet 2023, disponible sur : www.ncoc.kz.

18. « Neft' Kaşagana. Kak vse načinalos' » [Champ pétrolifère de Kashagan : comment tout a commencé], Kazinform, 28 novembre 2016, disponible sur : www.inform.kz.

la Géorgie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan¹⁹. Tous ces événements illustrent parfaitement la manière dont le désir de croissance économique peut faciliter la création d'un ordre international fondé sur des règles.

En conséquence du rapprochement avec l'Occident, l'Ouzbékistan a quitté en 1999 l'OTSC pour rejoindre la GUAM, une organisation rassemblant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, en vue d'une coopération plus étroite avec les principales puissances occidentales. À ce moment-là, les relations entre la Russie et les États-Unis avaient commencé à se détériorer. Moscou était préoccupé par une nouvelle guerre avec la Tchétchénie sécessionniste et par la transition présidentielle de Boris Eltsine à Vladimir Poutine. Toutefois, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, la Russie s'est alliée aux États-Unis et à d'autres pays occidentaux dans la « guerre contre le terrorisme ». Les bases aériennes militaires de Karchi-Khanabad en Ouzbékistan et de Manas au Kirghizstan ont accueilli les opérations aériennes de l'armée américaine à la fin de l'année 2001. Elles ont assisté les opérations des forces internationales contre les extrémistes islamiques en Afghanistan.

Au début des années 2000, la politique multivectorielle de Nazarbaïev a porté ses fruits. En 2003, l'Asie centrale entretenait des liens économiques solides avec l'Occident, réorientant de manière significative son commerce extérieur de la Russie vers l'Europe. Elle faisait également partie d'une zone sans obligation de visa avec la Fédération de Russie et, du moins principalement, d'une alliance de défense dirigée par la Russie. En tissant des relations étroites avec la Chine et en aidant Pékin à pénétrer le marché russe, le Kirghizstan est devenu l'un des plus grands importateurs de produits chinois de l'espace post-soviétique. Ces stratégies se sont révélées payantes : en 2005, les productions de pétrole et de gaz du Kazakhstan ont été respectivement multipliées par 2,4 et 3,8 par rapport aux niveaux de 1990. Les productions de l'Ouzbékistan ont été multipliées par 1,5 et 2,0. Les productions russes étaient alors inférieures de 8,0 % et de 2,1 %²⁰. Mais des temps plus difficiles se profilaient à l'horizon.

19. « The Main Transport Routes of Energy Resources », 1^{er} octobre 2023, disponible sur : <https://azerbaijan.az>.

20. Voir note de bas de la page 14.

Moscou en quête du rétablissement de son hégémonie eurasiatique

Le milieu des années 2000 a été une période charnière pour l'espace post-soviétique en général et pour l'Asie centrale en particulier. En moins de deux ans, de début 2003 à fin 2004, les relations entre la Russie et l'Occident se sont détériorées autour des désaccords entre Moscou et Washington, notamment au sujet de l'opération menée par les États-Unis contre l'Irak. Puis, en 2004-2005, lors de la Révolution orange en Ukraine, le Kremlin a accusé les acteurs européens et américains d'ingérence.

En Asie centrale, cette période a été marquée par un soulèvement antigouvernemental mené par des islamistes à Andijan, suivi d'une violente répression par les autorités ouzbèkes. La révolte avait alors été imputée à des « forces extérieures ». Suite à ces événements, l'UE et les États-Unis ont imposé des sanctions à l'Ouzbékistan jusqu'en 2009²¹. Presque immédiatement après l'insurrection, le président Islam Karimov a conclu un traité d'amitié et de coopération avec la Chine, s'est retiré de la GUAM et a sommé les États-Unis d'évacuer la base aérienne militaire de Karchi-Khanabad dans un délai de six mois²². L'OCS a condamné la révolte et recommandé à ses membres de refuser le statut de réfugié aux insurgés, tandis que l'Ouzbékistan réintérait l'OTSC dirigée par la Russie²³.

Ces événements ont profondément transformé les plans de la Russie et ravivé son intérêt pour l'Asie centrale. Avant 2005, Moscou envisageait la création d'une sorte de marché commun réunissant les quatre plus grandes économies post-soviétiques (la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus), afin d'assurer son rayonnement à la fois vers l'Europe et vers l'Asie. Un projet d'espace économique commun a fait l'objet d'un accord de principe à Yalta à la fin de l'année 2003²⁴, mais a tourné court après le retrait de l'Ukraine en 2005. Le Kremlin s'est ensuite concentré sur la Communauté économique eurasiatique, qui incluait, en plus de la Russie,

21. « EU Imposes Sanctions on Uzbekistan Over Massacre », HRW, 2 octobre 2005, disponible sur : www.hrw.org.

22. « Last US Plane Leaves Uzbek Base », BBC, 21 novembre 2005, disponible sur : <http://news.bbc.co.uk>.

23. « Uzbekistan vernulsâ v ODKB » [L'Ouzbékistan réintègre l'Organisation du traité de sécurité collective], Lenta.ru, 23 juin 2006, disponible sur : <https://lenta.ru>.

24. « Soglašenje o formirovanii Edinogo èkonomičeskogo prostranstva » [Accord sur la formation de l'espace économique commun], Kremlin.ru, 19 septembre 2003, disponible sur : www.kremlin.ru.

notamment les nations d'Asie centrale. Malgré la relative faiblesse de cette structure fondée en 2000 à Astana²⁵, à cause de ce changement, le président Nazarbaïev a pris de la stature en tant que principal défenseur de l'intégration économique post-soviétique, en proposant une Union économique eurasiatique dans le journal *Izvestia* en 2011 et dans un discours prononcé à l'université d'État de Moscou en 2014²⁶.

Cependant, la Russie a toujours représenté le principal contributeur au PIB de l'UEE, malgré ses assertions sur la vocation seulement économique, et non politique, de cette structure. Lors de l'adoption du traité sur l'UEE en mai 2014, le PIB russe comptait pour 85,9 % du PIB cumulé. À titre de comparaison, à cette époque, le PIB de l'Allemagne, première économie européenne, correspondait à 20,8 % du PIB de l'UE²⁷. De plus, les deux principales économies de l'UEE, la Russie et le Kazakhstan, restaient concurrentes sur les marchés du pétrole et des matières premières. L'intégration économique n'offrait que peu ou pas de complémentarité²⁸. Le projet a toutefois progressé de 2005 à 2013, lorsque l'Ukraine a commencé à négocier un accord d'association avec l'UE. Les frictions avec Kiev ont alors contraint les dirigeants russes à redoubler d'efforts pour obtenir des résultats tangibles en matière d'intégration eurasiatique.

Après le « discours de Munich » de Vladimir Poutine en 2007, ses querelles avec les dirigeants des États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à Bucarest en 2008, et l'invasion russe de la Géorgie cette même année, il ne faisait guère de doute que Moscou était déterminé à construire un bloc centré sur la Russie pour rivaliser avec les alliances occidentales. Alors Premier ministre, Vladimir Poutine a fait de cette ambition un thème central de sa campagne présidentielle de 2012. À la suite de l'annonce de sa candidature, le « leader national » a notamment publié un article intitulé : « Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie : le futur prend naissance aujourd'hui²⁹ ». Ce texte montrait clairement que

25. « Dogovor ob učreždenii Evrazijskogo èkonomičeskogo Soobšestva » [Traité instituant la Communauté économique eurasiatique], Kremlin.ru, 9 octobre 2000, disponible sur : www.kremlin.ru.

26. N. Nazarbaïev, « Evrazijskij soûz: ot idei k istorii budušego » [L'Union eurasiatique : d'une idée au pari sur l'avenir], *Izvestia*, 25 octobre 2011, disponible sur : <https://iz.ru/news>, et N. Nazarbaïev, « Vystuplenie v Moskovskom gosudarstvennom universitete » [Discours à l'Université d'État de Moscou], Akorda, 28 avril 2014, disponible sur : www.akorda.kz.

27. « Social'no-èkonomičeskoe položenie gosudarstv-členov Tamožennogo soûza i edinogo èkonomičeskogo prostranstva v 2014 godu » [Situation socio-économique dans les États membres de l'union douanière et de l'espace économique commun en 2014], Eurasian Economic Commission, sans date, disponible sur : www.eurasiancommission.org et « GDP and Main Components (Output, Expenditure and Income) », Eurostat, sans date, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

28. V. Inozemcev, « Čto ne tak s evrazijskoj integraciej? » [Le problème de l'intégration eurasiatique], RBC, 12 février 2019, disponible sur : www.rbc.ru.

29. V. Poutine, « Novyj integracionnyj proekt dlâ Evrazii—budušee, kotoroe roždaetsâ segodnâ » [Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie : le futur prend naissance aujourd'hui], *Izvestia*, 4 octobre 2011 ; lien supprimé sur le site du journal — disponible sur : <https://russiaeu.ru>.

Moscou considérait encore l'espace post-soviétique comme une seule économie et, surtout, comme une seule civilisation.

Pour l'Asie centrale, la Russie n'était ni un investisseur étranger de premier plan, ni un partenaire commercial indispensable, mais elle jouait un rôle vital dans plusieurs autres domaines. D'une part, la plupart des exportations et des importations du Kazakhstan, première économie de la région, transitaient par la Russie. La quasi-totalité du pétrole kazakh était acheminée par les ports et les oléoducs russes. Par ailleurs, près de 35 % des importations kazakhes étaient livrées depuis la Russie ou en empruntant des routes commerciales russes³⁰. D'autre part, la Russie accueillait un grand nombre de travailleurs migrants originaires de trois des cinq pays d'Asie centrale (l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan). En 2013, plus de 4,5 millions de ressortissants ouzbeks, tadjiks et kirghizes résidaient en Russie en tant que travailleurs étrangers³¹. Le Tadjikistan et le Kirghizstan détenaient le record mondial des transferts de fonds reçus, à hauteur de 48 % et 31 % de leur PIB, respectivement³². L'égalité des droits du travail pour tous les citoyens des pays membres prévue par l'UEE était donc essentielle pour le Kirghizstan et le Tadjikistan. Lorsque l'UEE a finalement vu le jour en 2014, de nombreux experts russes se sont montrés très enthousiastes quant à ses perspectives.

Cependant, l'Union eurasiatique n'a pas rencontré le succès escompté. Les sanctions imposées à la Russie en réponse à son annexion de la Crimée en 2014 ont peu impacté l'intégration eurasiatique. Ce sont des facteurs bien différents qui ont entravé le processus. Le premier frein, déjà évoqué précédemment, réside dans la similitude des économies des États membres. De fait, les échanges au sein de l'UEE n'ont pas évolué entre 2012 et 2021, avoisinant 72 milliards de dollars³³. Depuis l'entrée en vigueur officielle de l'UEE, les dirigeants russes se montrent bien peu enthousiastes quant à la gestion collective de la nouvelle alliance. Le marché commun n'existe toujours pas, car les principaux marchés du pétrole et de l'énergie n'ont pas encore été libéralisés³⁴, en raison de la disparité des prix et des fiscalités énergétiques entre les États membres (en septembre 2023, le litre d'essence sans plomb coûtait environ 1 euro au Bélarus contre 42 centimes d'euro au

30. O. Tonkonog, « Import v Kazahstan iz EAËS snizilsâ, a iz drugih stran—vyros na dve treti » [Les importations au Kazakhstan en provenance de l'Union économique eurasiatique ont diminué et celles en provenance d'autres pays ont augmenté de deux tiers], Kursiv.kz, 15 août 2023, disponible sur : <https://kz.kursiv.media>.

31. Ū. Florinskaâ, « Masštaby trudovoj migracii v Rossii » [Les chiffres de la migration de la main-d'œuvre vers la Russie], Russian International Affairs Council, 13 septembre 2013, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

32. « Migrants from Developing Countries to Send Home \$414 Billion in Earnings in 2013 », Banque mondiale, 2 octobre 2013, disponible sur : www.worldbank.org.

33. *Eurasian Union Statistical Yearbooks for 2015 and 2022*, Eurasian Economic Commission, sans date, disponible sur : <https://eec.eaeunion.org> et www.eurasiancommission.org.

34. E. Alifirova, « Logistika i obšie rynki ènergoresursov » [Logistique et marchés énergétiques communs], Neftgaz.ru, 25 mai 2023, disponible sur : <https://neftgaz.ru>.

Kazakhstan³⁵). Le processus de décision dépend beaucoup de la Russie, qui cherche à imposer ses propres réglementations aux principaux secteurs économiques. Cette mainmise provoque un vif mécontentement chez ses partenaires. Par ailleurs, alors que l'accès au marché public russe devrait être ouvert aux entreprises de l'UEE sans discrimination, il reste limité pour les entreprises non russes. La guerre d'agression contre l'Ukraine et les sanctions massives infligées à Moscou ont rendu la coopération économique avec la Russie toxique. Mais le commerce interne à l'UEE bénéficie des « importations parallèles » destinées à aider les entreprises russes à contourner les sanctions, ce qui préoccupe de plus en plus les Occidentaux. Ainsi, lors du sommet entre le chancelier allemand Olaf Scholz et les dirigeants d'Asie centrale, il a été révélé qu'une grande partie des exportations qui existaient avant la guerre de l'Allemagne vers la Russie était désormais acheminée par l'intermédiaire des anciennes nations soviétiques, y compris celles d'Asie centrale³⁶.

Durant toutes ces années, la Russie est néanmoins restée la principale force militaire et politique dans la région. L'armée russe exploite plusieurs bases et installations au Tadjikistan. Par exemple, la 201^e division d'infanterie motorisée (transformée en 201^e base militaire en 2004) y est affectée depuis les premiers jours de l'indépendance du pays³⁷. En 2012, le gouvernement russe a signé un traité avec le Kirghizstan pour transformer la base aérienne de Kant, avec tous les régiments et services qui y sont implantés, en une « base militaire commune » pour une durée renouvelable de quinze ans³⁸. L'armée russe a suivi de près les violences qui ont éclaté au Kirghizstan en 2010, mais n'est pas intervenue, en l'absence de demande de la part du gouvernement. En janvier 2022, la stabilité du gouvernement kazakh a été mise en péril par des troubles qui se sont propagés dans de nombreuses villes du pays. Cette fois, des forces militaires de presque tous les États membres de l'OTSC ont été dépêchées dans le pays³⁹. Elles se sont abstenues de s'engager dans une confrontation directe avec les contestataires, mais ont fait preuve d'une véritable démonstration de force pour l'organisation, affirmant la présence continue indéniable de la Russie dans la région.

35. Pour le Bélarus : <https://take-profit.org>. Pour le Kazakhstan : <https://take-profit.org>.

36. M. Poplawski et L. Gibadlo, « The 'Central Asian Five' in Berlin: Time for a Strategic Partnership », Warsaw Center for Eastern Studies, 5 octobre 2023, disponible sur : www.osw.waw.pl.

37. « 201-â Rossijskaâ voennaâ baza » [201^e base militaire russe], Ambassade de la Fédération de Russie au Tadjikistan, sans date, disponible sur : <https://dushanbe.mid.ru>.

38. Ū. Gavrilov, « Ob"edinennaâ voennaâ baza RF v Kirgizii polučila oficial'nyj status » [La base militaire de la Russie au Kirghizstan reçoit un statut officiel], *Rossijskaâ Gazeta*, 29 janvier 2017, disponible sur : <https://rg.ru>.

39. « Mirotvorčeskaâ missiâ ODKB v Kazahstane: pervâ i uspešnaâ » [Mission de maintien de la paix de l'OTSC au Kazakhstan : une première réussie], Sputnik Kazakhstan, 19 janvier 2022, disponible sur : <https://ru.sputnik.kz>.

Or, les forces militaires des États d'Asie centrale semblent dépassées et mal préparées aux défis actuels. Avec moins de 100 000 militaires, l'armée kazakhe est presque entièrement équipée d'armements fabriqués en Union soviétique ou en Russie, et dépend d'un budget de défense inférieur à celui de la République tchèque. Les événements de début 2022 ont montré qu'elle n'était pas prête à faire face à des menaces terroristes intérieures, sans parler d'une invasion étrangère⁴⁰. Ces carences s'expliquent par le fait que les dépenses de défense du Kazakhstan ont rarement dépassé 1 % de son PIB : 84 % des armes et munitions achetées dans les années 2010 provenaient de la Russie⁴¹, qui accordait à Astana des remises substantielles sur l'achat de fournitures militaires. De même, l'Ouzbékistan dispose d'une armée réduite à 55 000 militaires, équipée d'armements de fabrication soviétique et donc entièrement tributaire de la Russie pour leur entretien et leur remise en état⁴². La dépendance militaire et technologique de l'Asie centrale à l'égard de la Russie ne se limite pas à la présence pure et simple de militaires russes. Elle repose sur le fait que les hauts responsables de la défense et de la sécurité de la région ont tous fréquenté des collèges et des académies militaires en Russie. Cette tradition se perpétue encore aujourd'hui et explique pourquoi, contrairement à la sphère économique et commerciale, les États d'Asie centrale n'ont pas réussi à se défaire des paradigmes militaires et sécuritaires soviétiques et russes. Les relations entre la Russie et les pays d'Asie centrale n'étant pas toujours sereines (certains représentants russes ont récemment exprimé des doutes sur le statut d'État indépendant du Kazakhstan ou sur sa légitimité à administrer ses provinces septentrionales habitées majoritairement par des Russes⁴³), la dépendance militaire peut garantir l'emprise de Moscou sur la région aussi sûrement qu'une dépendance économique.

Dans l'ensemble, le projet « intégrationniste » mené par la Russie entre le début des années 2000 et le début des années 2020, semble inefficace par bien des aspects. Moscou a déployé de gros moyens pour tenter d'en faire une réussite exemplaire afin de compenser ses échecs de longue date en Ukraine et dans le voisinage ukrainien. En 2011, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, avait affirmé que l'UEE devait s'inspirer de l'UE à bien des égards pour forger le même type d'alliance,

40. « 2023 Kazakhstan Military Strength », Global Firepower, 10 juillet 2023, disponible sur : www.globalfirepower.com.

41. A. Malcev, « Dos'e: Novaâ programma oboronogo sotrudničestva Rossii i Kazahstana » [Dossier : un nouveau programme de coopération en matière de défense entre la Russie et le Kazakhstan], Eurasia Expert, 22 février 2022, disponible sur : <https://eurasia.expert>.

42. « 2023 Uzbekistan's Military Strength », Global Firepower, 10 juillet 2023, disponible sur : www.globalfirepower.com.

43. Par exemple : « Živut na russkih zemlâh: territoriâ nynešnego Kazahstana—eto podarok Rossii ? » [Ils vivent sur des terres russes : le territoire de l'actuel Kazakhstan est-il un cadeau de la Russie ?], *Business-Gazeta*, 20 décembre 2020, disponible sur : www.business-gazeta.ru.

mais de manière plus rapide et plus efficace⁴⁴. Certains décideurs politiques russes rêvaient même que l'UE et l'UEE forment une zone commerciale commune⁴⁵. Pourtant, l'UEE ne s'est pas concrétisée par des avancées tangibles. Ces dernières années, même le lien le plus solide unissant ses membres, à savoir le flux de main-d'œuvre, a commencé à se distendre alors que l'économie russe était confrontée à une crise de temps de guerre, que le rouble se dépréciait par rapport au dollar et que les autorités russes tentaient de mobiliser les immigrés pour la guerre contre l'Ukraine⁴⁶. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que l'intégration avec la Russie tient plus de la chimère que d'une force puissante capable de façonner l'avenir économique et politique de la région. Rétrospectivement, on peut constater que la faible intégration économique, combinée à une coopération politique superficielle et au chauvinisme culturel russe, a contredit les ambitions du Kremlin, profitant par là même à l'Occident.

44. V. Poutine, « Evrazijskij Soûz—put' k uspehu i procvetaniû » [L'Union eurasiatique est la voie de la réussite et de la prospérité], *United Russia*, 4 octobre 2011, disponible sur : <https://er.ru>.

45. S. Glazyev, « EAËS—ËS : perspektivy vseob"emlûšego èkonomičeskogo soglašeniâ » [Union eurasiatique et Union européenne : perspectives pour un accord économique global], *Eurasian Integration : Economics, Law, Politics*, n° 4, 2019, p. 11-14, disponible sur : www.eijournal.ru.

46. M. Baranovskaâ, « Ugrozy, obman, obešaniâ: kak migrantov v Rossii verbuût v armiû » [Menaces, tromperies, promesses : comment les immigrés en Fédération de Russie sont recrutés dans l'armée], *Deutsche Welle*, 7 septembre 2023, disponible sur : www.dw.com.

La Chine entre en scène

La présence chinoise en Asie centrale n'est pas nouvelle. Pendant des siècles, la Chine a exercé son influence dans la région par le biais d'une série d'axes commerciaux et politiques le long de la Route de la soie. Les conflits entre les acteurs locaux et les différentes dynasties chinoises se sont répétés jusqu'au « siècle d'humiliation », qui s'est étendu sur les XIX^e et XX^e siècles. Ces conflits ont laissé une forte empreinte culturelle, teintée de crainte et de méfiance envers la puissance chinoise. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Chine a rapidement reconnu la souveraineté des États d'Asie centrale. Néanmoins, les relations ont progressé assez lentement. D'une part, le potentiel économique des nations d'Asie centrale était alors relativement faible et les dirigeants chinois sous-estimaient leurs besoins en hydrocarbures. D'autre part, Pékin ne tenait pas compte des intérêts possibles de l'Occident dans la région⁴⁷. Ce contexte a été bouleversé par l'accélération de la croissance économique dans la région et par le renforcement de la présence américaine dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Le traité d'amitié et de coopération entre la Chine et le Kazakhstan a été conclu en 2002, et les traités avec ses voisins ont suivi, faisant oublier que la région est proche de la province chinoise malaisée du Xinjiang, peuplée de minorités transfrontalières originaires des pays post-soviétiques, dont des Kazakhs et des Ouïghours.

La coopération sino-centrasiatique ne repose pas uniquement sur des questions de sécurité. L'économie y occupe une place centrale. Les besoins énergétiques de Pékin dans la région ne sont pas toujours en concurrence directe avec ceux de l'Occident, et Pékin recherche différents fournisseurs. Le Turkménistan, plutôt que le Kazakhstan, est d'une importance primordiale, de sorte que la Chine a investi massivement dans son industrie gazière, tandis que les relations turkméno-russes commençaient à se détériorer, Moscou considérant le Turkménistan comme un concurrent pour le gaz. Les exportations de gaz turkmène, destinées à hauteur de 65 % à l'Ukraine en 1996⁴⁸, ont été progressivement réorientées vers la Chine (50 % en 2009 et 94 % en 2017)⁴⁹. Contrairement aux projets d'intégration portés par la Russie, la Chine a établi une coopération bilatérale axée

47. E. Markova, « Politika Kitaâ v Central'noj Azii (konec 20-go i načalo 21-go veka » [La politique de la Chine à l'égard de l'Asie centrale dans les années 1990 et au début du XXI^e siècle], *Problems of Post-Soviet Area*, n° 9, 2022, p. 121-129, disponible sur : www.postsovietarea.com.

48. G. Lûta, « Na Ašhabadskom napravlenii » [Sur la route d'Ashgabat], *Weekly Mirror*, 8 juin 1996, disponible sur : <https://zn.ua> et « 2023 Statistical Review of World Energy », Energy Institute, 28 juin 2023, disponible sur : www.energyinst.org.

49. A. Forbes, « Turkmenistan Sees Light at the End of the Tunnel », *Petroleum Economist*, 10 juin 2019, disponible sur : www.petroleum-economist.com.

principalement sur des contrats d'infrastructure et de transport soutenus par l'État. Depuis le milieu des années 2000, les entreprises chinoises ont construit et modernisé des routes et des infrastructures énergétiques, en octroyant des prêts garantis par l'État pour couvrir ces travaux. En conséquence, la Chine est aujourd'hui le plus gros créancier du Tadjikistan et du Kirghizstan, contrôlant respectivement 60 % et jusqu'à 50 % de la dette extérieure de ces pays⁵⁰.

Néanmoins, Pékin s'est longtemps montré assez prudent quant à son implantation en Asie centrale, répétant n'avoir aucunement l'intention de rivaliser avec Moscou. L'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping a amorcé une nouvelle stratégie économique expansionniste, présentée dans son fameux discours « One Belt, One Road » (introduisant le projet des Nouvelles routes de la soie) prononcé en 2013 à l'Université Nazarbaïev d'Astana⁵¹.

Au cours des dix années suivantes, la Chine a prêté une grande attention à la région, en se concentrant sur ses économies les plus importantes, à savoir le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. En toute logique, les investissements et le commerce chinois se sont portés presque exclusivement sur le secteur intrinsèquement limité des matières premières. Environ 70 % de l'ensemble des fonds chinois ont été consacrés à des projets relatifs au pétrole, au gaz, aux minerais et à d'autres ressources naturelles, ainsi qu'au développement de l'agriculture⁵². Ce dernier point a parfois suscité de vives inquiétudes parmi les populations locales, qui craignent de voir la Chine acheter de vastes surfaces de terres arables pour « s'emparer » des jeunes États. Ces suspicions ont provoqué d'importantes manifestations contre la réforme agraire proposée au Kazakhstan en 2016⁵³.

À partir du milieu des années 2010, Pékin a été contrarié par l'incapacité de la Russie à mener à bien le projet de liaison terrestre entre l'Europe et l'Asie, qui aurait constitué une route commerciale *ad hoc* pour les produits chinois⁵⁴. Le Kazakhstan incarnait alors un potentiel itinéraire alternatif. De nombreuses démarches ont été entreprises pour moderniser ses postes de contrôle frontaliers et améliorer ses infrastructures de

50. V. Alejandro Sanchez, « Can Central Asia Escape China's Debt Trap? », NE Global, 20 août 2023, disponible sur : www.neglobal.eu.

51. W. Jiao et Z. Yunbi, « Xi Proposes a "New Silk Road" with Central Asia », *China Daily*, 8 septembre 2013, disponible sur : www.chinadaily.com.cn.

52. K. Bapiev, « Vysokij uroven' vzaimnogo doveriâ. Kak razvivaûtsâ otnošeníâ Kazahstana i Kitaâ » [Une confiance mutuelle solide. L'évolution des relations entre le Kazakhstan et la Chine], *Kursiv.kz*, 3 mai 2023, disponible sur : <https://kz.kursiv.media>.

53. Par exemple : « Protesty v Kazahstane širâtsâ, brosaâ vyzov prezidentu-avtokratu » [Les manifestations s'étendent au Kazakhstan et défient le président autocrate], Reuters, 27 avril 2016, disponible sur : www.reuters.com.

54. W. Inosemzew, « Der Traum vom großen Transitgeschäft », *Internationale Politik*, n° 2 (mars-avril), 2013, p. 84-93, disponible sur : <https://internationalepolitik.de>.

transport afin de permettre aux marchandises chinoises de contourner la Russie pour atteindre l'Europe⁵⁵. Par ailleurs, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont opéré des transitions de pouvoir en 2016 et en 2019. Les efforts de modernisation⁵⁶ des nouveaux dirigeants se sont appuyés sur l'expérience chinoise en matière de développement de rattrapage.

Ce n'est pas un hasard si Pékin a dernièrement annoncé plusieurs initiatives économiques visant à renforcer la coopération avec les États d'Asie centrale. Le sommet Chine-Asie centrale de Xian en mai 2023 en a d'ailleurs constitué le point d'orgue. Pékin a révélé plusieurs projets d'une valeur totale de 3,8 milliards de dollars sous forme de prêts et de subventions⁵⁷. Des sommes encore plus importantes ont été promises pour des programmes de coopération bilatérale. Ces mesures signifient que la Chine est en passe de devenir le plus grand investisseur et le premier partenaire commercial de l'Asie centrale, dépassant « l'Occident collectif » et remplaçant la Russie en tant que garant majeur de la sécurité dans la région. Conformément à son « Initiative mondiale pour la sécurité » promulguée en début d'année⁵⁸, Pékin appelle à la « fraternité » et à une « Asie centrale harmonieuse » face aux menaces du terrorisme et des « révolutions de couleur⁵⁹ ».

Pourtant, la montée de l'influence chinoise n'est pas irréversible. En effet, la Chine fait l'objet d'une méfiance grandissante depuis des décennies. Outre sa différence culturelle et son influence considérable, elle semble trop sûre d'elle pour incarner un partenaire de confiance. De nombreux citoyens et acteurs politiques régionaux voient la présence chinoise davantage comme une menace que comme une opportunité. En outre, les antécédents de coopération entre la Chine et d'autres pays à travers le monde nourrissent les craintes quant aux ambitions hégémoniques de Pékin. Le Sri Lanka, le Vanuatu, le Laos ou l'Éthiopie sont autant d'exemples qui montrent la manière dont les prêts chinois et l'« aide au développement » peuvent donner lieu à des revendications politiques pour attirer des nations plus petites dans la sphère d'influence chinoise⁶⁰. De tels scénarios ne coïncident pas avec les desseins des élites centrasiatiques.

55. Le chiffre d'affaires de cette route commerciale transcaspienne a été multiplié par 27 en 2022. « Iz Kitaâ—čerez Kazahstan » [En provenance de Chine via le Kazakhstan], Kommersant, 15 novembre 2022, disponible sur : www.kommersant.ru.

56. « Tokaev zaâvil o vstuplenii Kazahstana v novyj ètap modernizacii » [Tokayev annonce l'entrée du Kazakhstan dans une nouvelle phase de modernisation], TASS, 5 décembre 2022, disponible sur : <https://tass.ru>.

57. A. Hayley, « China's Xi Unveils Grand Development Plan for Central Asia », Reuters, 19 mai 2023, disponible sur : www.reuters.com.

58. « The Global Security Initiative Concept Paper », Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 21 février 2023, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

59. C. Freeman, G. Helf et A. McFarland, « China Looks to Fill a Void in Central Asia », U.S. Institute of Peace, 25 mai 2023, disponible sur : www.usip.org.

60. A. Behsudi, « The 'Rift Is There': China vs. the World on Global Debt », Politico, 11 avril 2023, disponible sur : www.politico.com.

Certains signes indiquent une résistance croissante aux velléités chinoises. Les Nouvelles routes de la soie, loin du succès promis⁶¹, sont désormais concurrencées par le projet de corridor Est-Ouest reliant l'Inde à l'Europe *via* le Moyen-Orient. Bien que ce projet se heurte aujourd'hui au conflit entre Israël et le Hamas et aux affrontements fréquents entre l'Inde et les pays musulmans, il pourrait bien continuer à bénéficier du soutien des Européens⁶². De plus, la lente reprise de la Chine après la crise du Covid-19, ainsi que ses problèmes d'endettement et de solvabilité⁶³, fait craindre un possible ralentissement économique en Asie, qui pourrait se traduire par une réduction de la demande de produits centrasiatiques sur le marché chinois et par une baisse des activités d'investissement des entreprises chinoises.

61. Ch. Lu, « China's Belt and Road to Nowhere », *Foreign Policy*, 13 février 2023, disponible sur : <https://foreignpolicy.com/>.

62. A. F. Alias, « Israel Highlights Fragility of New Trade Corridors », Reuters, 10 octobre 2023, disponible sur : www.reuters.com.

63. A. Lee, « How China's Hidden Debt Risk 'Comes from Its System', and Why Local Governments Are Beholden to Beijing », *South China Morning Post*, 30 juillet 2023, disponible sur : www.scmp.com.

Plaidoyer pour un engagement de l'Occident en Asie centrale

En cette fin 2023, une configuration inédite se dessine en Asie centrale, sous l'effet de plusieurs bouleversements géopolitiques et économiques.

Le phénomène le plus marquant est le « retour de l'histoire⁶⁴ » : la Russie et la Chine incarnent de nouveau les rivales, pour ne pas dire les ennemies⁶⁵, de l'Occident. Cette tendance, accentuée par la vaine tentative américaine de pacifier et démocratiser l'Afghanistan, place l'Asie centrale au cœur de trois régions partisans de positions et de récits anti-occidentaux : la Russie, la Chine et le monde musulman. Dans ce contexte, les pays d'Asie centrale représentent des partenaires idéaux pour les Occidentaux, non pas pour promouvoir un modèle de transition démocratique et d'économie de marché, mais pour s'implanter de façon pragmatique dans une région considérée comme cruciale par leurs principaux adversaires. En ce sens, les réformes du président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev et la libéralisation économique initiée par le président ouzbek Shavkat Mirziyoyev sont prometteuses.

La deuxième évolution notable concerne la géopolitique de l'énergie. L'Europe est désormais résolue à s'affranchir de sa dépendance à l'énergie russe, quitte à en assumer le coût. Cette réorientation stratégique est loin d'être parachevée. L'Allemagne, par exemple, achète actuellement du carburant à l'Inde, qui importe et raffine du pétrole russe⁶⁶. Il est donc essentiel que l'Occident trouve d'autres fournisseurs d'énergie. Les pays d'Asie centrale constituent le choix le plus rationnel. Le Kazakhstan, en particulier, est le premier producteur mondial d'uranium, le troisième de titane, le septième de zinc, le huitième de plomb et le onzième d'or. Il possède les plus grands gisements de minerai de chromite, les deuxièmes plus importantes réserves de minerai de manganèse et les huitièmes de pétrole⁶⁷. Jusqu'à présent, le pétrole et le gaz centrasiatiques acheminés en

64. Une prédiction confirmée par les récents événements : R. Kagan, *The Return of History and the End of Dreams*, New York, Alfred A. Knopf, 2008.

65. « National Security Strategy, October 2022 », Maison-Blanche, 12 octobre 2022, disponible sur : www.whitehouse.gov.

66. C. Hacking et M. Brächer, « Deutschland importiert offenbar russisches Öl über Indien », *Der Spiegel*, 12 septembre 2023, disponible sur : www.spiegel.de.

67. « Kazakhstan: Mining Equipment and Services », International Trade Administration, 2 septembre 2022, disponible sur : www.trade.gov.

Europe traversaient le territoire russe. Le Kazakhstan dépend fortement de cette voie d'exportation : en 2022, 97 % de son pétrole a transité par la Russie⁶⁸. Or, les autorités russes ont ordonné la fermeture de l'oléoduc de la Caspienne (Caspian Pipeline Consortium) à plusieurs reprises, probablement en réponse à la volonté du Kazakhstan de respecter les sanctions occidentales. Une collaboration des Européens avec les pays d'Asie centrale en vue d'établir des voies d'approvisionnement alternatives *via* le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie permettrait d'atténuer ce problème à moyen et à long terme.

Le troisième point concerne le pouvoir de transformation de l'Occident qui pourrait être exercé dans la région. Les nations d'Asie centrale sont des États laïcs qui redoutent la montée du fondamentalisme islamique, en particulier au sein de l'Afghanistan voisin. Elles cherchent en Occident des modèles de développement économique. En 2022, l'Europe et les États-Unis s'étaient d'ores et déjà placés en tête des investisseurs étrangers. Depuis le début du XXI^e siècle, plus de 100 milliards de dollars ont été injectés dans différents secteurs tels que le pétrole, le gaz, l'industrie, la finance, les projets d'infrastructure, les télécommunications et les services⁶⁹. Le Kazakhstan, qui, de tous les pays d'Asie centrale, a atteint le degré le plus élevé de développement économique et de progrès vers l'État de droit et les réformes politiques, d'abord sous le président Nazarbaïev et maintenant sous le président Tokaïev, pourrait bien faire l'objet d'une collaboration et être encouragé à poursuivre ces tendances s'il se voit offrir des possibilités d'investissement et d'implication accrues de la part de l'Occident.

La coopération avec l'Occident pourrait ouvrir aux élites économiques d'Asie centrale un accès direct à l'économie mondiale, contrairement à la coopération avec la Russie et avec la Chine. Les puissances occidentales gagneraient à influencer positivement ces pays lointains qui pourraient servir de modèles laïcs et progressistes au reste du monde musulman. Notons que le Kazakhstan n'est pas le seul à vouloir coopérer avec l'Occident. En Ouzbékistan, le président Mirziyoyev a presque entièrement démantelé l'ancien régime personnel autocratique et le système de travail forcé instauré par son prédécesseur, le président Karimov. Il courtise à présent l'industrie occidentale et tente d'imiter son voisin en créant un ensemble d'institutions favorables aux entreprises.

Ces facteurs plaident en faveur d'une attention accrue aux développements dans la région, ainsi qu'en faveur de l'élaboration de plans

68. E. Akkenženov, « Neftgaz i obšie rynki ènergoresursov: pobedât li diversifikaciâ i doverie? » [Secteur pétrolier et gazier et marchés communs de l'énergie : la diversification et la confiance seront-elles gagnantes ?], *National Association of Oil and Gas Services*, 28 septembre 2023, disponible sur : <https://nangs.org>.

69. L. Abdymonunova *et al.*, « Investicii v Central'nuû Aziû » [Investissements en Asie centrale], Boston Consulting Group, décembre 2018, disponible sur : <https://web-assets.bcg.com>.

d'action diversifiés par les institutions de l'UE et les membres individuels de l'UE visant à accroître le degré d'influence occidentale en Asie centrale.

Alors que les pays d'Asie centrale respectent largement les sanctions en raison de leur appartenance à l'UEE, un plus grand nombre d'entreprises locales sont devenues un point de passage bien établi pour les marchandises occidentales livrées à la Russie dans le cadre de programmes d'« importations parallèles⁷⁰ », avec des expéditions dont le volume a grimpé en flèche de plusieurs centaines de pour cent dans de nombreux cas, ce qui a entraîné une grave pénurie d'installations de stockage et de logistique dans tous les pays post-soviétiques⁷¹. L'afflux de milliers de Russes fuyant leur pays après le début de la guerre en Ukraine a également permis aux banques locales de contourner les sanctions et de placer des milliards de dollars de fonds privés. Les responsables politiques occidentaux n'ont cessé de mettre en garde contre ces failles, sans beaucoup de succès. En réponse à ces inquiétudes, le Kazakhstan a racheté la filiale locale de la banque publique russe Sberbank, coupant ainsi tout lien avec la Russie⁷². Concrètement, la question est de savoir s'il est préférable pour l'Europe de protéger ses intérêts géopolitiques dans la région la plus stratégique d'Eurasie ou de poursuivre sa politique de sanctions des importations, qui semble aujourd'hui largement inefficace.

Cela dit, il existe de nombreuses méthodes pour lutter contre le contournement des sanctions sans accroître la pression sur les pays concernés. Le commerce illégal (ou informel) avec la Fédération de Russie ne fait pas partie de la politique officielle du Kazakhstan ni des autres États d'Asie centrale. Au contraire, le président Tokaïev a récemment exprimé son engagement à se conformer à toutes les restrictions adoptées par les puissances occidentales⁷³. Une approche bien plus efficace consisterait à sanctionner les banques impliquées dans le financement du commerce illégal. Cette méthode a notamment permis de mettre fin à l'utilisation des cartes de paiement émises par le système de paiement russe « Mir »,

70. En 2022, la Russie a reçu près de 2,4 millions de tonnes de diverses marchandises, d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars, par le biais d'importations parallèles : « V Rossiû po parallel'nomu importu vvezli tovarov na 20 milliardov dollarov » [Des marchandises d'une valeur de 20 milliards de dollars ont été importées en Russie par le biais d'importations parallèles], RBC, 19 décembre 2022, disponible sur : www.rbc.ru.

71. S. Mingazov, « Parallel'nomu importu v Rossiû mozet pomešat' nehvalka skladov u sosedej po SNG » [Les importations parallèles vers la Russie pourraient être entravées par un manque d'entrepôts dans les États voisins de la CEI], Forbes Russia, 10 avril 2023, disponible sur : www.forbes.ru/biznes.

72. « Sberbank prodal 'dočku' v Kazahstane » [Sberbank vend sa filiale au Kazakhstan], *Vedomosti*, 2 septembre 2022, disponible sur : www.vedomosti.ru.

73. « Tokaev zaveril, što Kazahstan budet soblûdat' sankcii v ontošenii Rossii » [Tokaïev assure que le Kazakhstan respectera les sanctions contre la Russie], Interfax, 28 septembre 2023, disponible sur : www.interfax.ru.

en Turquie et dans plusieurs pays post-soviétiques⁷⁴. Transférer la responsabilité des institutions publiques vers les institutions financières pourrait alléger la pression exercée sur les gouvernements d'Asie centrale et permettre un dialogue stratégique plus ouvert avec eux. De même, il serait préférable d'aborder les questions relatives aux droits humains, compte tenu de leur importance, non pas comme une condition préalable au développement de relations politiques et économiques, mais comme une étape clé à franchir pour approfondir et pérenniser des partenariats essentiels pour les gouvernements d'Asie centrale. Comme l'ont déjà fait remarquer des experts européens : « L'Europe ne se ferait pas d'amis [...] si elle se montrait trop critique [en ce qui concerne l'avancée en matière de démocratie et de droits humains]⁷⁵. »

Il ne faut pas pour autant négliger les déficits démocratiques. Aucun des pays d'Asie centrale ne peut se targuer d'être une démocratie totalement libre ou d'avoir un bilan irréprochable en matière de droits humains. Selon les estimations de l'organisation non gouvernementale Freedom House, les pays d'Asie centrale obtiennent des scores compris entre 2 pour le Tadjikistan et 27 pour le Kirghizstan (sur une échelle de 1 à 100), ce qui les place dans la catégorie des pays « non libres⁷⁶ ». Les défenseurs des droits humains et les militants pro-démocratie condamnent régulièrement les pratiques politiques locales. Les acteurs politiques occidentaux peuvent et devraient se pencher sur ces manquements en les abordant lors des sommets et des négociations avec les dirigeants locaux.

Pour rendre justice aux gouvernements de la région, de réels progrès ont été accomplis en matière de démocratisation, petit à petit, et méritent d'être pris en considération. Ainsi, la répression des manifestations de 2022 au Kazakhstan a conduit les autorités à condamner les brutalités policières excessives : plus de 200 procédures pénales ont été ouvertes contre des agents des services de sécurité accusés d'avoir fait un usage excessif de la force contre des manifestants⁷⁷. Il serait également illusoire, et potentiellement déstabilisant, d'exiger la démocratisation accélérée de sociétés musulmanes anciennement soviétiques ayant peu d'expérience des pratiques ou des valeurs démocratiques. Insister sur des solutions immédiates pourrait conduire à des résistances et à de l'instabilité, voire au chaos et à la violence.

74. V. Safronova, « 'Mir' teräet partnerov. Kakie strany perestali obsluživat' rossijskie karty ? » [« Mir » perd des partenaires. Quels sont les pays qui ont cessé d'utiliser les cartes russes ?], BBC Russian, 28 septembre 2022, disponible sur : www.bbc.com.

75. C. Putz, « Weeks After Russia-Central Asia Leaders' Meeting, Europe Comes Calling Too », *The Diplomat*, 20 octobre 2022, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

76. « Freedom in the World 2022 », Freedom House, disponible sur : <https://freedomhouse.org>.

77. « V Kazahstane devät' silovikov polučili tûremnye sroki za pytki zaderžannyh vo vremâ ânvarskih sobytij » [Au Kazakhstan, neuf agents des forces de l'ordre condamnés à des peines de prison pour avoir torturé des détenus lors des événements de janvier], Mediazona Central Asia, 1^{er} avril 2023, disponible sur : <https://mediazona.ca>.

L'Occident et l'Asie centrale ont besoin de coopérer activement, compte tenu de l'importance stratégique de cette région, ainsi que des risques élevés imposés par la Russie et par la Chine qui tentent de modifier radicalement l'ordre international de l'après-guerre froide. Aujourd'hui, les pays occidentaux peuvent devenir les meilleurs garants de l'indépendance politique (à l'égard de la Russie) et économique (à l'égard de la Chine⁷⁸) de cette région riche en ressources et située à un carrefour stratégique. Ils peuvent également apporter un soutien précieux aux efforts de modernisation. Pour ce faire, l'Occident doit agir sans attendre. Le tout premier sommet entre le président américain Joe Biden et les cinq dirigeants d'Asie centrale⁷⁹, la réception de ces mêmes chefs d'État par le chancelier allemand Olaf Scholz à Berlin⁸⁰, et la vaste tournée régionale du président français Emmanuel Macron, sont autant de signes qui témoignent de la considération des Occidentaux pour cette région⁸¹.

78. H. Stoll, « A Case for Greater U.S. Engagement in Central Asia », RAND Corporation, 11 septembre 2023, disponible sur : www.rand.org.

79. Voir « Remarks by President Biden After Central Asia 5 + 1 Meeting », Maison-Blanche, 19 septembre 2023, disponible sur : www.whitehouse.gov.

80. Voir « Joint Declaration by Heads of State of Central Asia and the Federal Chancellor of Germany », 29 septembre 2023, disponible sur : www.bundesregierung.de.

81. Voir « Visite stratégique pour Emmanuel Macron au Kazakhstan et en Ouzbékistan », *La Tribune*, 1^{er} novembre 2023, disponible sur : www.latribune.fr.

Quelques mesures urgentes

Des mesures concrètes s’offrent à l’Occident pour lui permettre d’accroître sensiblement son influence en Asie centrale.

Valoriser le potentiel énergétique de la région en vue d’approvisionner les pays européens. À cette fin, il est possible de développer le corridor transcaspéen (ou médian) reliant l’Asie centrale et l’Azerbaïdjan à l’Europe, *via* la Turquie ou la mer Noire, sur le modèle de l’ancien projet de gazoduc Nabucco⁸². Le Kazakhstan et l’Ouzbékistan ne sont pas les seuls États d’Asie centrale à la recherche de nouvelles voies d’exportation contournant la Russie⁸³. Même le Turkménistan semble prêt à détourner au moins une partie de ses exportations de la Chine vers l’Occident⁸⁴. Compte tenu de l’ambition européenne de la Turquie⁸⁵ et des possibilités techniques de construire des oléoducs et des gazoducs dans les eaux peu profondes de la Caspienne, les puissances occidentales devraient tout mettre en œuvre pour relier les pays d’Asie centrale à l’Europe, brisant ainsi les monopoles russe et chinois sur l’expédition ou l’importation de leurs ressources.

L’Union européenne et les États-Unis devraient concurrencer la Chine dans la construction des infrastructures de la région, grâce à l’ingénierie européenne de pointe et à leurs ressources financières supérieures. Les institutions financières internationales, dont la United States International Development Finance Corporation (DFC), la Société financière internationale (IFC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque mondiale, devraient s’impliquer plus activement. Les puissances occidentales tentent d’élaborer de nouveaux itinéraires au Moyen-Orient pour concurrencer les Nouvelles routes de la soie⁸⁶. De même, elles devraient investir dans la construction de nouveaux aéroports, de câbles à fibre optique, d’autoroutes et de chemins de fer pour proposer de véritables alternatives aux infrastructures datant de l’époque soviétique qui relie la

82. Par exemple : M. Ozat et H. Nelson, « The Middle Corridor: The Beginning of the End for Russia’s Northern Corridor? », Caspian Policy Center, 30 juin 2023, disponible sur : www.caspianpolicy.org.

83. A. Gurkov, « Rossiâ zakručivaet Kazahstanu gajki na neftânoj trube » [La Russie fait pression sur l’oléoduc du Kazakhstan], *Deutsche Welle*, 6 juillet 2022, disponible sur : www.dw.com.

84. D. O’Byrne, « Turkmenistan Signals Major Change in Energy-export Stance », Eurasianet, 1^{er} juillet 2023, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

85. J. Valero, « Turkey Says It Wants to Kick-Start Shelved Talks to Join the EU », Bloomberg, 27 juillet 2023, disponible sur : www.bloomberg.com.

86. Par exemple : N. Ebrahim, « New US-backed India-Middle East Trade Route to Challenge China’s ambitions », CNN, 11 septembre 2023, disponible sur : www.cnn.com.

région à la Russie. En outre, des installations portuaires et maritimes sur les deux rives de la mer Caspienne, au-delà des ports déjà existants d'Aktaou, de Bakou et de Turkmenbachi, doivent être développées. La vitalité du secteur régional des transports nécessite de nouveaux chantiers de construction navale et des sites d'ingénierie. Ce secteur négligé dispose d'un potentiel de croissance extrêmement important.

Mettre au point une doctrine stratégique pour remplacer les importations de matières premières en provenance de la Russie par des importations originaires d'Asie centrale. Une telle stratégie pourrait ne pas se limiter au pétrole et au gaz. Le débat actuel autour des sanctions à l'égard de l'industrie nucléaire russe, dont les résultats semblent incertains, souligne la terrible dépendance à l'uranium russe. Pourtant, le Kazakhstan est le premier producteur mondial de minerai d'uranium et en détient les deuxièmes plus grandes réserves au monde. L'attention portée par le président Macron à l'exploitation de nouvelles mines d'uranium au Kazakhstan et l'ambition d'EDF de construire la première centrale nucléaire d'Asie centrale⁸⁷ pourraient changer la donne dans toute la région.

Développer un pôle de coordination UE–États-Unis–Asie centrale, capable de centraliser les enjeux prioritaires définis lors des nombreux sommets bilatéraux entre les responsables politiques occidentaux et les dirigeants d'Asie centrale, et d'organiser des mesures de suivi pour renforcer la présence occidentale dans la région, y compris en matière de coopération militaire. Les événements de janvier 2022 au Kazakhstan montrent que les dispositifs militaires et sécuritaires, organisés selon des principes soviétiques et équipés d'armes russes, ne sont pas adaptés aux défis sécuritaires actuels. Compte tenu de l'affaiblissement de la présence militaire américaine depuis le retrait chaotique d'Afghanistan⁸⁸, la coopération avec l'Asie centrale en matière de sécurité est une priorité. En se positionnant dans cette région cruciale, les puissances occidentales posséderaient de nouveaux atouts pour rivaliser avec la Russie et la Chine. Les enjeux stratégiques auxquels est confrontée l'Asie centrale nécessitent une augmentation drastique de ses budgets militaires, le déploiement d'installations de production militaro-industrielles viables et l'expansion de la coopération militaro-technique avec le monde extérieur, et notamment l'Europe occidentale. Il est temps d'accroître les exportations d'armes vers la région, d'organiser des exercices militaires conjoints et de former les officiers militaires et le personnel de sécurité d'Asie centrale, autant d'activités qui, à l'heure actuelle, reposent presque exclusivement entre les mains de la Russie. Les guerres entre la Russie et l'Ukraine et entre

87. G. Leali, « Macron Pursues Nuclear Deals in Russia's Back Yard », Politico, 1^{er} novembre 2023, disponible sur : <https://www.politico.eu>.

88. M. Shear et J. Tankersley, « Biden Defends Afghan Pullout and Declares an End to Nation-Building », *The New York Times*, 31 août 2021, disponible sur : www.nytimes.com.

l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh, soutenu par l'Arménie, ont très bien montré la supériorité des technologies militaires et des armements occidentaux par rapport aux technologies et aux armements russes.

Renforcer la présence de l'Asie centrale sur la scène politique mondiale. Depuis leur indépendance, les États d'Asie centrale, en particulier le Kazakhstan sous la présidence de Nazarbaïev, ont impulsé plusieurs initiatives politiques notables en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, de processus de paix en Syrie et au Moyen-Orient, etc.⁸⁹. Aujourd'hui, alors que la Russie transgresse le droit international, tente d'attiser les conflits en Europe et ailleurs, et menace de reprendre ses essais nucléaires⁹⁰, le Kazakhstan, en tant que nation post-soviétique engagée dans la promotion de la paix et de la sécurité, pourrait servir de contrepoids à Moscou. Un rapprochement entre l'Occident et l'Asie centrale pourrait déboucher sur de nouvelles mesures en matière de politique étrangère, notamment dans les domaines du désarmement, du maintien de la paix et de l'action humanitaire. L'UE pourrait ainsi ouvrir la voie, de nombreux observateurs soulignant que ses intérêts en Asie centrale pourraient bien dépasser des intérêts purement économiques et consister à apporter un contrepoids à la fois à la Russie et à la Chine⁹¹.

Les puissances occidentales devraient s'associer aux autorités locales pour promouvoir l'éducation, la science, la technologie, l'économie, le droit et d'autres domaines. La faible qualité de l'enseignement et de la pratique dans ces domaines (peut-être à l'exception du Kazakhstan) provoque une fuite des cerveaux néfaste au développement économique et social⁹². Les efforts déployés par le Kazakhstan en matière d'instruction (notamment le programme Bolashak, instauré par le président Nazarbaïev et financé par l'État, permettant aux élèves les plus brillants de partir étudier dans des universités occidentales) devraient être diffusés dans toute la région. Au moment où la Russie a la possibilité d'accroître son emprise par l'intermédiaire des dizaines de milliers de professionnels russes qui inondent la région⁹³, les universités européennes et américaines ont tout intérêt à exporter leurs meilleurs campus en Asie centrale. L'implantation d'universités occidentales permettrait aux étudiants de se former à l'excellence tout en restant dans leur pays. Cette démarche offrirait un avantage concurrentiel indéniable

89. F.A. Mohamad, « The Astana Process Six Years On: Peace or Deadlock in Syria? », Carnegie Endowment, 1^{er} août 2023, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

90. W. Courtney, « Poutine Could Escalate with Nuclear Testing », *The Hill*, 6 mars 2023, disponible sur : <https://thehill.com>.

91. « Kazakhstan Welcomes France's Macron under Moscow's Disapproving Gaze », Reuters, 1^{er} novembre 2023, disponible sur : www.reuters.com.

92. M. Monteiro-Benson, « Will Kazakhstan's Brain Drain Become a Wartime Brain Gain? », East Asia Forum, 11 octobre 2023, disponible sur : www.eastasiaforum.org.

93. « Počemu rossiâne edut v Kazahstan i čto o nih dumaût mestnye žiteli » [Pourquoi les Russes se rendent-ils au Kazakhstan et qu'en pensent les Kazakhs ?], *Idel' Realii*, 11 mai 2023, disponible sur : www.idelreal.org.

face aux universités russes et chinoises qui attirent de plus en plus les jeunes talents. De plus, un système éducatif laïc de haut niveau constituerait un puissant levier de résistance à l'islamisation de la région. En effet, les projets d'institutions éducatives musulmanes promues par les pays du Moyen-Orient et les réseaux internationaux tendent à se multiplier.

Les pays occidentaux, en particulier leurs chambres de commerce, doivent répondre aux besoins des entrepreneurs locaux qui cherchent à combattre la corruption, renforcer l'État de droit et adopter les normes et modèles commerciaux internationaux. Certaines mesures ont déjà été prises, comme la création du Centre financier international d'Astana qui met en relation les économies d'Asie centrale, du Caucase, de l'UEE, du Moyen-Orient, de la Chine occidentale, de la Mongolie et de l'Europe. Mais beaucoup reste à faire. Les pays occidentaux peuvent procurer des technologies financières de pointe, faciliter l'accès des entreprises locales au marché mondial des capitaux et, surtout, offrir une alternative aux entreprises russes fuyant l'État policier du président Poutine et recherchant un cadre juridique adéquat.

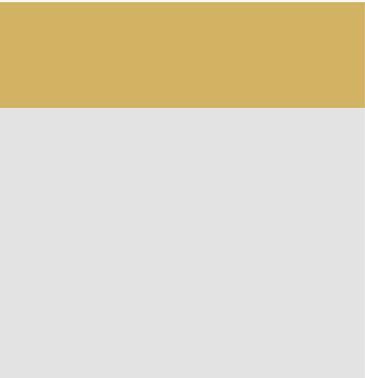
L'Occident doit adopter une attitude proactive sans attendre vis-à-vis de l'Asie centrale. Pour commencer, l'UE pourrait s'engager à ouvrir un nouveau cycle d'élargissement permettant l'intégration de dix nouveaux membres d'ici 2030⁹⁴. Mais l'UE et les États-Unis doivent regarder plus à l'Est pour faire face à la concurrence géopolitique croissante et trouver des moyens efficaces d'y répondre. Il semble extrêmement opportun de miser sur l'Asie centrale, qui dispose de ressources indispensables et qui offre une occasion rare de contrer les deux adversaires les plus puissants de l'Occident. Le moment est venu d'intensifier la coopération avec les nations d'Asie centrale. Il ne faut surtout pas manquer cette occasion.

94. L. Norman, « EU Eyes 2030 Target Date for Enlargement to Ukraine, Balkans », *The Wall Street Journal*, 23 août 2023, disponible sur : www.wsj.com.

Les dernières publications de *Russie.Eurasie.Visions*

- ▀ [R. Genté, « Géorgie : un autre front de la Russie », n° 131, novembre 2023.](#)
- ▀ [P. Baev, « Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord », n° 130, novembre 2023.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « L'exode du siècle : une nouvelle vague d'émigration russe », n° 129, juillet 2023.](#)
- ▀ [F. Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension. Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine », n° 128, mai 2023.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Russia at War and the Islamic World », n° 127, janvier 2023.](#)
- ▀ [D. Minic, « Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ? », n° 126, mars 2022.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « L'islam de Russie. Équilibrer sécurisation et intégration », n° 125, Ifri, décembre 2021.](#)
- ▀ [S. Sukhankin, « Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ? », n° 124, Ifri, septembre 2021.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? », n° 123, Ifri, août 2021.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence », n° 122, Ifri, avril 2021.](#)
- ▀ [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », n° 121, Ifri, mars 2021.](#)
- ▀ [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », n° 120, Ifri, septembre 2020.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org